



Assemblée générale

**Distr.
GENERALE**

**A/C.5/45/76
21 juin 1991
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS**

**Quarante-cinquième session
CINQUIEME COMMISSION
Point 127 de l'ordre du jour**

REGIME COMMUN DES NATIONS UNIES

Note du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies

Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies a l'honneur de transmettre aux membres de l'Assemblée générale le texte d'une note du Secrétaire général de l'Union internationale des télécommunications (UIT) concernant le régime commun des Nations Unies.

Point 127 de l'ordre du jour

Note du Secrétaire général de l'Union internationale
des télécommunications

OCTROI D'INDEMNITES DE FONCTIONS A L'UIT

Rappel des faits

Sur instruction de la Conférence de plénipotentiaires de l'UIT tenue à Nice en 1989, le Conseil d'administration de l'UIT a établi une commission spéciale dénommée Commission de haut niveau, composée de représentants de 21 Etats membres et chargée d'examiner la structure et le fonctionnement de l'Union. A l'issue de ses travaux, la Commission a présenté une centaine de recommandations, dont 22 ont trait aux questions financières, à la gestion du personnel et à l'informatique.

A sa quarante-sixième session, qui s'est achevée au début de ce mois, le Conseil a approuvé celles des recommandations qui relevaient de sa compétence et a demandé la convocation d'une nouvelle conférence de plénipotentiaires en vue d'étudier les autres recommandations. Il incombe à présent au Secrétaire général de l'UIT d'appliquer les recommandations qui ont été approuvées à ce jour.

Proposition du Conseil d'administration de l'UIT

Au cours de la dernière session du Conseil, un groupe de travail spécial a été créé pour étudier plus en détail les questions de personnel. A l'issue de ses travaux, ce groupe a proposé que le Secrétaire général s'assure de la participation active des administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur de l'UIT pour faire appliquer les recommandations approuvées, en leur demandant de déterminer, eu égard à leurs conditions de travail, les modalités d'application les plus souhaitables. La charge de travail supplémentaire que cette activité de caractère temporaire entraînera pour les fonctionnaires concernés sera compensée, après certification, par une indemnité de fonctions n'ouvrant pas droit à pension, conformément au règlement du personnel de l'UIT.

Si le Conseil d'administration a unanimement reconnu que cette question relevait exclusivement des prérogatives et de l'autorité du Secrétaire général, ce dernier a indiqué très clairement qu'il ne mettrait pas en oeuvre les mesures proposées si le Conseil d'administration lui donnait ordre de ne pas le faire; or, tel n'a pas été le cas.

Mesures prises par le Secrétaire général de l'UIT

Les diverses mesures prises que le Secrétaire général a prises sont indiquées dans le mémorandum qu'il a adressé, le 21 juin 1991, aux fonctionnaires concernés pour leur confier ces travaux supplémentaires de caractère temporaire. Il est à noter que l'octroi de toute indemnité de

fonctions doit être visée par les personnes chargées de superviser le travail effectué et qu'à l'heure actuelle il n'est pas possible d'évaluer de façon précise le nombre des fonctionnaires qui bénéficieront d'une indemnité (voir annexe ci-après).

Le Secrétaire général de l'UIT considère que les mesures qu'il a prises ne contreviennent pas à l'article pertinent de l'Accord de 1947 conclu entre l'Organisation des Nations Unies et l'UIT. Cet article se lit comme suit :

"Article VIII

DISPOSITIONS CONCERNANT LE PERSONNEL

1. L'Organisation des Nations Unies et l'Union conviennent d'établir pour le personnel, dans toute la mesure du possible*, des normes, méthodes et dispositions communes destinées à éviter des contradictions graves* dans les termes et conditions d'emploi, ainsi que la concurrence dans le recrutement du personnel, et à faciliter les échanges de personnel qui paraîtraient souhaitables de part et d'autre pour utiliser aux mieux les services de ce personnel.

2. L'Organisation des Nations Unies et l'Union conviennent de coopérer, dans toute la mesure du possible*, en vue d'atteindre les fins ci-dessus."

Les passages soulignés indiquent clairement qu'en ce qui concerne le personnel, chaque organisation dispose d'une certaine latitude.

Il est à noter en outre que les mesures prises par le Secrétaire général de l'UIT sont conformes à la notion même de régime commun, lequel n'a pas à être appliqué de manière rigoureusement identique par chacune des organisations participantes, faute de quoi il ne serait pas possible de prendre des mesures exceptionnelles destinées à régler les problèmes propres à l'une ou l'autre des organisations, particulièrement lorsque ces mesures sont de nature temporaire. L'Assemblée générale elle-même a d'ailleurs très tôt reconnu ce principe, lorsqu'elle a adopté le rapport du Comité d'étude du régime des traitements (A/3209), dont le paragraphe 15 précise :

"Le régime commun devrait être conservé par les organisations qui l'appliquent actuellement. Il ne doit pas nécessairement être appliqué avec une uniformité si rigoureuse qu'une organisation ne puisse jamais s'en écarter, alors même qu'elle n'aurait pas d'autres moyens de résoudre les problèmes particuliers qui se posent à elle en matière de personnel."

* Non souligné dans le texte.

Conclusion

L'UIT se trouve aujourd'hui dans une situation exceptionnelle puisqu'elle doit mettre en oeuvre des réformes fondamentales au niveau de sa structure et de son fonctionnement, lesquelles découlent de décisions prises par son organe suprême, la Conférence de plénipotentiaires, réunie à Nice en 1989.

Le Secrétaire général a donc dû prendre des mesures exceptionnelles de caractère temporaire de façon à faire face comme il convient à cette situation d'exception. A son sens, lesdites mesures ne sont pas contraires à la notion de régime commun, régime auquel l'UIT réitère son attachement.

Annexe

MEMORANDUM

Date : 21 juin 1991

A : Tous les fonctionnaires des classes P et D en poste au Siège au
1er juillet 1991

De : Pekka TARJANNE, Secrétaire général

Objet : Mise en oeuvre des recommandations de la Commission de haut niveau

1. Vous avez tous reçu un exemplaire du rapport intitulé "L'UIT de demain : les défis du changement" établi par la Commission de haut niveau chargée d'examiner la structure et le fonctionnement de l'UIT et du rapport sur l'analyse des recommandations des consultants auprès de la CHN (document 7124 CA46).

2. Comme vous le savez sans doute, le Conseil d'administration a étudié ce rapport de manière approfondie et, après avoir décidé d'approuver celles des recommandations de la CHN dont la liste figure à l'annexe 1^a, il est parvenu à un certain nombre de conclusions qu'il a communiquées au Secrétaire général et au Comité de coordination en vue de leur mise en oeuvre.

3. Si nombre de ces recommandations peuvent être mises en application sans que soient entreprises de nouvelles études importantes, certaines d'entre elles appellent une analyse minutieuse avant qu'un mécanisme de mise en oeuvre puisse être établi et arrêté.

4. Parmi celles qui entrent dans cette dernière catégorie, je voudrais mentionner en particulier certaines des recommandations émanant des consultants Boos, Allen et Hamilton :

Recommandation 70 : "Décentralisation de l'élaboration et de la présentation, par chaque directeur, d'un budget fondé sur les coûts et tenant compte des directives budgétaires émanant du Secrétaire général".

Recommandation 72 : "Latitude donnée à chaque bureau et au Secrétariat général de réaffecter des ressources inscrites dans son budget et responsabilité de contrôler les dépenses, à cette exception près que les ressources prévues pour couvrir des dépenses autres que des dépenses de personnel ne pourront être utilisées pour couvrir des dépenses de personnel".

- Recommandation 74 : "Modification des procédures de contrôle, de comptabilité et de rapport financier afin de les harmoniser avec les recommandations ci-dessus et d'obtenir des rapports plus clairs sur les dépenses".
- Recommandation 75 : "Etablir une politique de 'prix de transfert' pour les services communs aux termes de laquelle les services communs seraient financés par les bureaux sur une base 'fournisseur/client', les bureaux décidant soit de faire appel au Département des services communs, soit d'avoir recours dans certaines limites à des prestataires de services extérieurs".
- Recommandation 77 : "Etablir un nouveau système de rapport personnel conduisant les superviseurs à être constructifs et à aborder les problèmes avec réalisme".
- Recommandation 78 : "Instituer un processus TEAM à l'UIT".
- Recommandation 80 : "Etablir un programme de primes de rendement, fondé sur la réalisation de gains constatés en matière de productivité, de réduction des coûts et/ou d'amélioration de la qualité".
- Recommandation 81 : "Recommander que l'UIT commence par établir un programme d'incitations non monétaires pour récompenser d'excellents éléments, individuellement ou collectivement, au sein d'un TEAM".
- Recommandation 83 : "Donner aux directeurs des bureaux et aux chefs de département du Secrétariat général le pouvoir de réaffecter les fonctionnaires ou de réorganiser la répartition des emplois dans les limites des contraintes financières générale, ...".
- Recommandation 87 : "Etablir un code de pratique pour favoriser la communication entre responsables et fonctionnaires, notamment par l'organisation régulière de réunions du personnel...".
- Recommandation 88 : "Améliorer la formation professionnelle et technique du personnel de l'UIT...".
- Recommandation 91 : "BAH a, en outre, dressé une liste de huit applications prioritaires dans le domaine du développement des systèmes fondée sur des enquêtes d'utilisateurs et un certain nombre d'autres recommandations techniques prioritaires sur les systèmes d'information. Nous approuvons en principe ces propositions, tout en reconnaissant que les coûts constituent un facteur dont il faut tenir compte dans tout programme de mise en oeuvre et certaines précisions ou modifications des propositions des consultants peuvent être nécessaires voire souhaitables".

5. En tant que fonctionnaire de la catégorie professionnelle de l'Union et compte tenu de vos compétences en matière de gestion et/ou sur le plan technique, vous allez être appelé à vous intéresser particulièrement aux changements recommandés par la CHN dans le domaine de la gestion afin de permettre à l'Union d'améliorer son efficacité et son utilité.

6. C'est précisément pour cette raison qu'après avoir consulté les chefs des organes permanents et avec leur plein appui, j'ai décidé de vous confier certains travaux supplémentaires de caractère temporaire en vous demandant d'étudier, dans le contexte de votre environnement professionnel, les meilleures mesures possible de mise en oeuvre des recommandations citées dans le paragraphe 4 ci-dessus. A cette fin, vous trouverez ci-joint certains documents de base*, à savoir :

- Les parties pertinentes du rapport de BAH (annexe 2);
- La description du système de rapport personnel actuellement en vigueur (annexe 3).

7. Dans un premier temps, je suggère que les travaux s'inscrivant dans cette étude globale portent plus spécifiquement sur les points suivants :

- Etablissement de "prix de transfert" et conditions dans lesquelles les bureaux auront à choisir entre l'utilisation des moyens internes ou le recours à des prestataires de services extérieurs;
- Introduction du processus TEAM;
- Conception de critères permettant de mesurer l'évolution de la productivité, des coûts et de la qualité;
- Développement des communications;
- Amélioration ou modifications des recommandations de BAH sur les systèmes d'information.

8. Les conclusions auxquelles parviendra chacun d'entre vous, compte tenu de son propre environnement professionnel, devront être regroupées. Vous êtes par conséquent prié de faire rapport par la voie hiérarchique au chef de votre organe permanent ou département (dans le cas du Secrétariat général) qui pourrait décider le cas échéant de vous confier des travaux supplémentaires dans ce domaine, pendant le présent exercice, c'est-à-dire avant le 31 décembre 1991.

9. Ces études commenceront le 1er juillet prochain et un rapport intérimaire me sera soumis par chacun des organes permanents et départements du Secrétariat général avant le 31 décembre 1991.

* Non reproduits dans le présent document.

10. Ces travaux supplémentaires de caractère temporaire ne devraient pas vous dispenser d'accomplir vos fonctions normales et après visa du chef d'organe ou de département du Secrétariat général concerné, ils seront compensés par une indemnité spéciale de fonctions conformément à l'article 3.8 b) du règlement du personnel de l'UIT pour la période indiquée. Les indemnités seront établies selon les dispositions de l'article 3.8 c) et leur coût total sera couvert par les crédits budgétaires existants.
